

NEWSLETTER

CONFERENCE MINISTERIELLE SUR LA COOPERATION
HALIEUTIQUE ENTRE LES ETATS AFRICAINS
RIVERAINS DE L'OCEAN ATLANTIQUE



MINISTERIAL CONFERENCE ON FISHERIES
COOPERATION AMONG AFRICAN STATES
BORDERING THE ATLANTIC OCEAN

N°009 AVRIL/APRIL 2022

LA PÊCHE DANS L'ÉCONOMIE BLEUE Un potentiel à libérer en Afrique

FISHERIES IN THE BLUE ECONOMY

A potential to be unlocked in Africa



Pêche et aquaculture artisanales
La COMHAFAT mène le débat

*Artisanal fisheries and aquaculture
ATLAFCO leads the debate*



Exploiter aujourd'hui sans compromettre demain...
Exploit today without compromising tomorrow...



SOMMAIRE / CONTENTS

● 03

Editorial

PÊCHE ARTISANALE ET ÉCONOMIE BLEUE...
TOWARDS A SUSTAINABLE AQUACULTURE

● 04

FOCUS

"BLUE ECONOMY"

LA PÊCHE DANS L'ÉCONOMIE BLEUE
UN POTENTIEL À LIBÉRER EN AFRIQUE

● 05

FOCUS

"BLUE ECONOMY"

FISHERIES IN THE BLUE ECONOMY
A POTENTIAL TO BE UNLOCKED IN AFRICA

● 06-07

- Mers d'Afrique : plus grises que bleues
- African seas: more grey than blue

● 08

- Participation diversifiée
- Diverse participation

● 09-10

ZOOM

- Pêche et aquaculture artisanales en Afrique : Concertations à Tanger
- Artisanal fisheries and aquaculture in Africa: Brainstorming in Tangier

● 11-12

- "Pêche artisanale et aquaculture"
- Pollution plastique des océans
- "Artisanal fisheries and aquaculture"
- Sea plastic pollution

● 13-18

- DES PARTICIPANTS S'EXPIMENT....
- PARTICIPANTS SPEAK OUT...

● 19

- Pêche et aquaculture artisanales
- Artisanal fisheries and aquaculture

● 20

ALBUM DE DALIA
Village de pêche

● 21

FLASH

Dispositif de concentration des poissons (DCP)
Alerte en zone COMHAFAT !

● 22

FLASH

Fish aggregating device (FAD)
Alert in the ATLAFCO area!

● 23

- APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
- INTERNATIONAL CALL TO TENDER

● 24

AGENDA



M. SIDI TIÉMOKO TOURÉ

Ministre des Ressources Animales et Halieutiques de la République de Côte d'Ivoire.
Président en exercice de la COMHAFAT

Minister of Fisheries and Animal Resources of the Republic of Côte d'Ivoire.
ATLAFCO's acting President

Félicitations,
Monsieur le Ministre

Le Secrétariat Exécutif de la COMHAFAT adresse ses vives félicitations à Son Excellence Sidi Tiémoko Touré, pour son maintien au poste de Ministre des Ressources Animales et Halieutiques, à l'issue du réaménagement gouvernemental intervenu en avril 2022 en République de Côte d'Ivoire.

Congratulations,
Mr. Minister

The Executive Secretariat of ATLAFCO extend its warmest congratulations to His Excellency Sidi Tiémoko Touré on his retention as Minister of Animal and Fisheries Resources, following the cabinet reshuffle of April 2022 in the Republic of Côte d'Ivoire.

SUPERVISION

- M.Tiémo Touré
Président en exercice de la COMHAFAT
ATLAFCO's acting President

Directeur de publication / Publisher

- Abdelouahed BENABBOU
Secrétaire Exécutif de la COMHAFAT
Executive Secretary of ATLAFCO

Coordination

- Abdennaji LAAMRICH
(COMHAFAT / ATLAFCO)
- Mohamed SADIKI
(COMHAFAT / ATLAFCO)

Rédacteur-en-chef / Editor-in-chief

- André NAOUSSI

Rédacteurs / Writers

- Edouard OLOMO
- CHINUAY Godlove ARREY
- Shirley Asiedu-Addo

Traducteur / Translator

- Claude TENKEU

Infographie / Lay-out and design

- Zacharie EKANI NAMA

Webmaster

- Abdelkrim MRABTI
(COMHAFAT / ATLAFCO)

CONTACTS

COMHAFAT / ATLAFCO

2, rue Ben Darkoul Ain Kha-Iouiya Souissi, 10220 Rabat
- Maroc

Tél. : +212 530 774 224 / 21
Fax : +212 537 651 810

www.comhafat.org
contact@comhafat.org
secretariat.comhafat@gmail.com





Editorial

Abdelouahed BENABBOU

Secrétaire Exécutif de la COMHAFAT
Executive Secretary of ATLAFCO



PÊCHE ARTISANALE ET ÉCONOMIE BLEUE...



“Trouver un équilibre entre le développement de toutes les activités et la nécessité d’assurer la continuité et la stabilité des activités plus traditionnelles, compte tenu du rôle socio-économique de la pêche artisanale.”

La pêche artisanale dans la quasi-majorité des pays africains occupe une place centrale. Elle est la principale composante de l'économie bleue, tant en termes d'emplois que de réduction de la pauvreté. La condition et les moyens de subsistance des communautés de pêcheurs artisans sont intimement liés à l'état des écosystèmes océaniques.

Le développement d'activités nouvelles dans le cadre de l'économie bleue, représente des risques potentiels (diverses pollutions) sur le milieu marin et les écosystèmes marins, ainsi qu'une concurrence spatiale de plus en plus agressive avec les activités traditionnelles comme la pêche.

Pour tirer un bénéfice maximum du développement d'une économie bleue dans notre région, il y a lieu de se montrer prudent et mesuré dans l'application des stratégies de l'économie bleue par l'expansion de l'aquaculture industrielle, des zones marines protégées, de l'industrie touristique, de l'exploitation minière et d'autres développements sous le prétexte d'une utilisation durable des ressources marines.

Il faut trouver un équilibre entre le développement de toutes les activités et la nécessité d'assurer la continuité et la stabilité des activités plus traditionnelles, compte tenu du rôle socio-économique de la pêche artisanale.

Il faut ainsi veiller à ne pas empiéter sur les zones de pêche et à ne pas priver de nourriture et de moyens de subsistance durables les communautés de la pêche artisanale, et en particulier les femmes qui peuvent subir de graves conséquences. Il s'agit d'intégrer la question sociale des communautés côtières ainsi que la nécessité de leur participation aux processus décisionnels qui les concernent.

Dans toute stratégie de développement de l'économie bleue, une attention particulière devra être accordée à la pêche artisanale, secteur vulnérable et fragile, avec la préoccupation constante de promouvoir le développement durable des communautés côtières.

ARTISANAL FISHING AND BLUE ECONOMY...

“Find a balance between the development of all activities and the need to ensure the continuity and stability of the more traditional activities, taking into account the socio-economic role of artisanal fishing.”

Artsanal fishing is of cardinal importance in almost all African countries. It is the main component of the blue economy, both in terms of employment and poverty reduction. The condition and livelihoods of artisanal fishing communities are intimately linked to the state of ocean ecosystems.

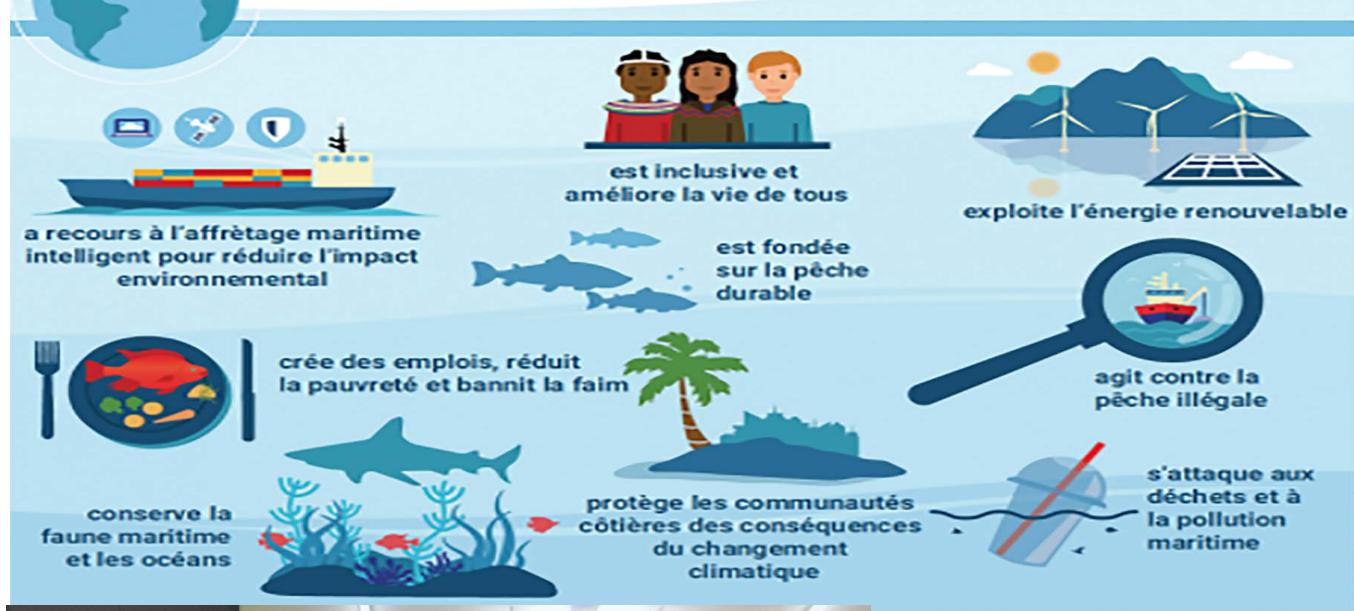
The development of new activities within the framework of the blue economy, represents potential risks (various pollutions) on the marine environment and marine ecosystems, as well as an increasingly aggressive spatial competition with traditional activities such as fishing.

To derive maximum benefit from the development of blue economy in our region, there is a need to be cautious and careful in the application of blue economy strategies through the expansion of industrial aquaculture, marine protected areas, tourism industry, mining and other developments under the guise of sustainable use of marine resources.

A balance must be struck between the development of all activities and the need to ensure the continuity and stability of the more traditional activities, taking into account the socio-economic role of artisanal fishing.

Thus, care must be taken not to encroach on fishing areas and not to deprive artisanal fishing communities, and in particular women, of food and sustainable livelihoods, which can have serious consequences. It is a question of integrating the social issue of the coastal communities as well as the need for their participation in the decision-making processes that affect them.

In any strategy for the development of the blue economy, special attention should be given to artisanal fisheries, a vulnerable and fragile sector, with the constant concern to promote the sustainable development of coastal communities.



FOCUS

“ÉCONOMIE BLEUE”

LA PÊCHE DANS L’ÉCONOMIE BLEUE UN POTENTIEL À LIBÉRER EN AFRIQUE

Avec 70% des pays du continent ayant des côtes territoriales et de vastes zones économiques exclusives, l’Afrique figure parmi les continents les plus dotés du monde en ressources océaniques avec un large potentiel, pour le développement économique. Connue désormais sous le nom d’économie bleue, l’économie des océans et autres plans d’eau du monde, fait désormais partie intégrante du discours mondial sur le progrès économique et la conservation des ressources naturelles.

Pour l’Afrique, le secteur de la pêche est considéré comme l’une des plus importantes composantes de l’économie bleue, car il a produit certaines des actions d’économie bleue les plus réussies jusqu’à présent, en assurant particulièrement la nutrition et des moyens de subsistance aux populations, ainsi que des gains économiques.

Cependant, les ressources halieutiques et leur environnement sont soumis à d’énormes pressions de divers types

Comment concilier l’exploitation des ressources halieutiques dans les eaux de la région COMHAFAT avec l’obligation de pêcher de manière responsable.

(surcapacités, méthodes de pêche destructrices, pêche INN, pollution, développement côtier, changement climatique...).

L’économie bleue offre alors au Continent, une opportunité pour l’atténuation des pressions grâce au développement d’une pêche durable. C’est dans le cadre d’une contribution à ces efforts pour le développement du secteur de la pêche en Afrique, en vue d’une économie bleue durable, que la COMHAFAT a organisé une visioconférence le 27 janvier 2022, en collaboration avec le Centre for Coastal Management (CCM) – Africa Centre of Excellence in Coastal Resilience (ACECoR, Université de Cape Coast, au Ghana), sous le thème : “Le plein potentiel du secteur de la pêche et la promesse d’une économie bleue durable”.

En plantant le décor, le Secrétaire Exécutif de la COMHAFAT, M. Abdelouahed Benabbou, a souligné l’ambition de cette visioconférence : voir comment concilier l’exploitation des ressources halieutiques dans les eaux de la région avec l’obligation de pêcher de manière responsable.



FOCUS

"BLUE ECONOMY"

FISHERIES IN THE BLUE ECONOMY A POTENTIAL TO BE UNLOCKED IN AFRICA

With 70% of the continent's countries having territorial vast exclusive economic zones (EEZs), Africa is one of the world's most endowed continents in terms of ocean resources with a large potential for economic development. Now known as the blue economy, the economics of the world's oceans and other water bodies have become an integral part of the global discourse on economic progress and natural resource conservation.

The fisheries sector is considered one of the most important components of the blue economy in Africa, as it has produced some of the most successful blue economy actions to date, particularly in providing nutrition and livelihoods for people, as well as economic gains.

However, fisheries resources and their environment are under enormous pressure of various kinds (overcapacity,

 **How to reconcile the exploitation of fisheries resources in the waters of the ATLAFCO region with the obligation to fish responsibly.**

destructive fishing methods, IUU fishing, pollution, coastal development, climate change...).

The blue economy offers the continent an opportunity to mitigate these pressures through the development of sustainable fisheries. It is in the context of contributing to these efforts for the development of the fisheries sector in Africa, towards a sustainable blue economy, that ATLAFCO organised a videoconference on 27 January 2022, in collaboration with the Centre for Coastal Management (CCM) - Africa Centre of Excellence in Coastal Resilience (ACECoR,

University of Cape Coast, Ghana), under the theme: "The Full Potential of the Fisheries Sector and the Promise of a Sustainable Blue Economy".

In setting the scene, ATLAFCO's Executive Secretary, Mr. Abdelouahed Benabbou, underscored the ambition of this videoconference: to explore the ways to reconcile the exploitation of fisheries resources in the region's waters with the obligation to fish responsibly.



Une exploitation inclusive libérerait ainsi le plein potentiel de tous les acteurs, dans toute la chaîne de valeur de la pêche et de l'aquaculture, avec une attention particulière pour la durabilité des ressources et la protection des écosystèmes.



Mers d'Afrique : plus grises que bleues

L'exploitation effrénée des ressources halieutiques fait peser de réelles menaces sur la durabilité de l'économie bleue en Afrique, y compris dans la zone COMHAFAT baignée par l'océan Atlantique. Des mesures urgentes et concertées s'imposent pour assurer le renouvellement des stocks et leur pérennité.

Le concept nouveau de "l'économie bleue" connaît des définitions variables. Généralement, l'on s'accorde sur celle qu'en donne la Banque mondiale : «L'utilisation durable des ressources océaniques pour la croissance économique, l'amélioration des moyens de subsistance et des emplois tout en préservant la santé de l'écosystème océanique». Les activités qui la composent doivent remplir trois conditions majeures : offrir des avantages sociaux et économiques aux générations actuelles et futures ; restaurer, protéger et maintenir la diversité, la productivité, la résilience, et la valeur intrinsèque des écosystèmes marins ; utiliser des technologies propres, des énergies renouvelables et des flux de matériaux circulaires qui réduiront les déchets et favoriseront le recyclage des matériaux.

S'inspirant de ces divers paramètres, l'Union Africaine a élaboré une Stratégie africaine pour l'économie bleue (acronyme anglais ABES), adoptée par son Conseil Exécutif en 2020. L'ABES a identifié cinq domaines thématiques : pêche, aquaculture, conservation et écosystèmes aquatiques durables ; transport, commerce, ports ; tourisme côtier et maritime, changement climatique, résilience, environnement ; ressources énergétiques et minérales durables ; politiques, institutions et gouvernance. L'exécution de cet ambitieux projet nécessite une stratégie globale et cohérente, ainsi que des politiques coordonnées et harmonisées aux niveaux national, régional et continental.

Gestion intégrée

Il est évident que l'absence de stratégies et de coordination fait le lit des fléaux qui minent l'économie bleue en Afrique, notamment la pêche illégale, l'installation anarchique des populations le long des côtes, la surpêche, les activités minières en mer et en côte (pétrole et gaz), l'élimination des déchets vers les eaux. En Afrique de l'Ouest par exemple, la pêche INN (Illégale, Non déclarée et Non réglementée) équivaut à 40 % à 65 % des captures légalement déclarées. En y ajoutant des techniques de pêche dangereuses, on aboutit

à des dégâts hautement préoccupants : déclin des stocks de poissons, perte de la biodiversité, destruction des habitats marins, érosion côtière...

La gestion intégrée est l'une des solutions envisagées pour endiguer le phénomène. Cette démarche met en commun les acteurs qui interviennent dans la législation, l'exploitation, la surveillance, la transformation, la gouvernance, la commercialisation, la recherche scientifique, l'usage des technologies nouvelles. Dans cet esprit, l'on pourrait multiplier des Aires marines protégées (AMP), et y instaurer une gouvernance rigoureuse assise sur des socles admis de tous.

Opportunités multiples

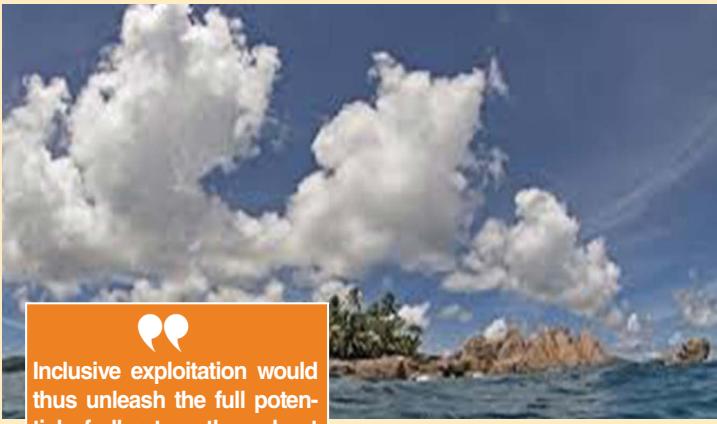
Une exploitation inclusive libérerait ainsi le plein potentiel de tous les acteurs, dans toute la chaîne de valeur de la pêche et de l'aquaculture, avec une attention particulière pour la durabilité des ressources et la protection des écosystèmes. Il faudrait l'optimiser par des actions fortes, dont quelques-unes sont mises en exergue : renforcer les entreprises d'autonomisation des femmes et des jeunes ; identifier et encourager des chaînes de valeur régionales ; tirer parti du secteur de la mariculture et des activités océaniques émergentes ; investir dans les infrastructures (ports, routes, chambres froides) ; renforcer la valeur ajoutée avant exportation.

Outre les espèces classiques, une gestion planifiée mettra en lumière les nombreuses opportunités faiblement capitalisées pour l'instant. Ainsi par exemple, dans les côtes peu profondes l'aquaculture peut se focaliser sur les coquillages et les huîtres. Au-delà de la consommation, certains produits de mer et de côte sont très demandés par les touristes et le marché international pour leur valeur purement ornementale.

Procédures harmonisées

Pris isolément, les États ne pourront pas tirer amplement profit l'exploitation optimale et durable de leurs ressources halieutiques. Une fois de plus, on les exhorte à partager leurs expériences et leurs moyens, et à mettre en harmonie leurs législations (dont le caractère disparate permet aux pirates d'échapper aux mailles du filet). Ils peuvent commencer par intégrer dans les législations nationales et veiller à l'application effective des instruments juridiques internationaux qu'ils ont signés.

Pareillement, les directives de l'ABES devraient se retrouver dans les dispositifs nationaux et régionaux, en droite ligne de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.



Inclusive exploitation would thus unleash the full potential of all actors, throughout the fisheries and aquaculture value chain, with particular attention to the sustainability of resources and the protection of ecosystems.



African seas : more grey than blue

The unbridled exploitation of fisheries resources poses a real threat to the sustainability of the blue economy in Africa, including in the ATLAFCO zone bordering the Atlantic Ocean. Urgent and concerted measures are needed to ensure the renewal of stocks and their sustainability.

The new concept of the «blue economy» has varying definitions. Generally, there is agreement on the one given by the World Bank: «The sustainable use of ocean resources for economic growth, improved livelihoods and employment while maintaining a healthy ocean ecosystem». The activities that comprise blue economy must meet three major conditions: provide social and economic benefits to current and future generations; restore, protect and maintain the diversity, productivity, resilience, and intrinsic value of marine ecosystems; and use clean technologies, renewable energy and circular material flows that will reduce waste and promote the recycling of materials.

Based on these various parameters, the African Union has developed an African Blue Economy Strategy (ABES), adopted by its Executive Council in 2020. ABES has identified five thematic areas: fisheries, aquaculture, conservation and sustainable aquatic ecosystems; transport, trade, ports; coastal and maritime tourism, climate change, resilience, environment; sustainable energy and mineral resources; policies, institutions and governance. The implementation of this ambitious project requires a comprehensive and coherent strategy and coordinated and harmonised policies at national, regional and continental levels.

Integrated management

It is obvious that the lack of strategies and coordination is a breeding ground for the scourges that undermine the blue economy in Africa, notably illegal fishing, the anarchic settlement of populations along the coast, overfishing, offshore and coastal mining activities (oil and gas), and the disposal of waste into the water.

In West Africa, for example, IUU (Illegal, Unreported and Unregulated) fishing is equivalent to 40% to 65% of legally reported catches. Combined with unsafe fishing techniques, this results in damage of great concern: decline

of fish stocks, loss of biodiversity, destruction of marine habitats, coastal erosion, etc.

Integrated management is one of the solutions envisaged to curb the phenomenon. This approach brings together the actors involved in legislation, exploitation, monitoring, processing, governance, marketing, scientific research and the use of new technologies. In this spirit, Marine Protected Areas (MPAs) could be multiplied and rigorous governance established on a basis accepted by all.

Diverse opportunities

Inclusive exploitation would thus unleash the full potential of all actors, throughout the fisheries and aquaculture value chain, with particular attention to the sustainability of resources and the protection of ecosystems. This should be optimised through strong actions, some of which are highlighted: strengthening women and youth empowerment enterprises; identifying and encouraging regional value chains; taking advantage of the mariculture sector and emerging ocean activities; investing in infrastructure (ports, roads, cold stores); and enhancing pre-export value addition.

In addition to the classic species, planned management will highlight the many opportunities that are currently under-capitalised. For example, in shallow coastal areas, aquaculture can focus on shellfish and oysters. Beyond consumption, some marine and coastal products are in high demand by tourists and the international market for their purely ornamental value.

Harmonised procedures

In isolation, States will not be able to derive much benefit from the optimal and sustainable exploitation of their fisheries resources. Once again, they are urged to share their experiences and resources, and to harmonise their legislation (the disparate nature of which allows pirates to slip through the net). They can start by incorporating into national legislation and ensuring the effective implementation of the international legal instruments they have signed.

Similarly, the ABES guidelines should be reflected in national and regional arrangements, in line with the African Union's Agenda 2063.



Participation diversifiée

Ont participé à la visioconférence, les représentants :

- Des États membres suivants : Angola, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, RD Congo, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Maroc, Mauritanie, Nigéria, Sao Tomé, Sénégal, Togo.
- Organisations régionales et sous régionales : UA-BIRA, CEDEAO, FCWC, COPACE, COREP, CSRP, INFOPECHE, LDAC, Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique.
- De la société civile : ADEPA, CAOPA, TRY Oyster Women's Association, OMPDA.
- Représentant de l'Ambassade du Japon à Rabat.
- La Commission des Pêches et le Ministère du développement des Pêches et de l'Aquaculture du Ghana ;
- l'Agence de protection de l'environnement, Ghana.
- Des réseaux et Universités : REFMA, Université de Cape Coast (Ghana).
- Des experts et des personnes ressources.

Environ quatre-vingts (80) personnes connectées toute la journée.

Liste chronologique des interventions :

- 1. Le concept, les outils et les piliers de l'Économie Bleue** (M. Abdennaji Laamrich, COMHAFAT).
- 2. L'économie océanique de l'Afrique : le statu quo et l'avenir de l'économie bleue en Afrique** (Dr. Patrick Karani, Consultant).
- 3. Investissement en capital humain et financement pour l'économie bleue de l'Afrique** (Dr. Mohamed Seisay, UA-BIRA).
- 4. Analyse bio-socio-économique de la gestion des pêches en Afrique** (Prof. Sagesse Akpalu, GIMPA, Ghana).
- 5. L'industrie émergente de l'aquaculture côtière et marine en Afrique** (M. Ernest Obeng Chuku, WSFS, Afrique de l'Ouest).
- 6. Développement des activités amont et aval de la chaîne de valeur halieutique** (Mme Hellen Moepi, UA-BIRA).
- 7. Le rôle des organismes régionaux de pêche dans la mise en œuvre de la stratégie africaine de l'économie bleue** (M. Mohamed Sadiki, COMHAFAT).
- 8. Harmonisation du fonctionnement institutionnel et domestication des instruments internationaux en matière de pêche** (M. Kwame Mfodwo, Consultant).
- 9. Gouvernance et organisation des espaces maritimes. AMP, gestion durable des ressources** (Pr Benjamin Campion, Université Kwame Nkrumah, Kumasi, Ghana).
- 10. Étude de cas sur les Aires marines Protégées, AMP** (Dr Alberta Sagoe, Université de Cape Coast, Ghana).

Diverse participation

The videoconference was attended by representatives of:

- The following Member States: Angola, Benin, Cameroon, Côte d'Ivoire, DR Congo, Gabon, Gambia, Ghana, Guinea Bissau, Mauritania, Morocco, Nigeria, Sao Tome, Senegal, Togo.
- Regional and sub-regional organisations: AU-IBAR, ECOWAS, FCWC, CECAF, COREP, SRFC, INFOPECHE, LDAC, FAO Regional Office for Africa.
- From civil society: WADAF, CAOPA, TRY Oyster Women's Association, MOSFA.
- A representative of the Japanese Embassy in Rabat.
- The Fisheries Commission and the Ministry of Fisheries and Aquaculture Development of Ghana;
- Environmental Protection Agency, Ghana.
- Networks and universities: REFMA, University of Cape Coast (Ghana).
- Experts and resource persons.

Approximately eighty (80) people connected throughout the day.

Chronological list of interventions:

- 1. The concept, tools and pillars of the Blue Economy** (Mr. Abdennaji Laamrich, ATLAFCO).
- 2. Africa's Ocean Economy: the status quo and the future of the Blue Economy in Africa** (Dr. Patrick Karani, Consultant).
- 3. Human capital investment and financing for Africa's blue economy** (Dr. Mohamed Seisay, AU-IBAR).
- 4. Bio-socio-economic analysis of fisheries management in Africa** (Prof. Sagesse Akpalu, GIMPA, Ghana).
- 5. The emerging coastal and marine aquaculture industry in Africa** (Mr. Ernest Obeng Chuku, WSFS, West Africa).
- 6. Development of upstream and downstream activities in the fisheries value chain** (Ms Hellen Moepi, AU-IBAR).
- 7. The role of regional fisheries bodies in the implementation of the African blue economy strategy** (Mr Mohamed Sadiki, ATLAFCO).
- 8. Harmonisation of institutional functioning and domestication of international fisheries instruments** (Mr. Kwame Mfodwo, Consultant).
- 9. Governance and organisation of maritime spaces. MPAs, sustainable management of resources** (Pr Benjamin Campion, Kwame Nkrumah University, Kumasi, Ghana).
- 10. Case study on Marine Protected Areas, MPAs** (Dr Alberta Sagoe, University of Cape Coast, Ghana).



PÊCHE ET AQUACULTURE ARTISANALES EN AFRIQUE : CONCERTATIONS À TANGER

Par André Naoussi



2022 a été déclarée par l'ONU "Année Internationale de la Pêche et de l'Aquaculture Artisanales" (AIPAA). Dans cette mouvance, un atelier organisé en présentiel et visioconférence s'est tenu du 22 au 24 février à Tanger, au nord du Maroc, sous le thème : "La pêche et l'aquaculture artisanales, composantes majeures d'un développement socio-économique inclusif".

L'initiative émane de la Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre États africains riverains de l'Atlantique (COMHAFAT). Son Secrétaire exécutif, M. Abdelouahed Benabbou, s'est félicité de la présence des représentants de dix-huit États membres, de deux organismes régionaux de pêche, et de cinq organisations de la société civile africaine ; auxquels se sont connectés quarante-six intervenants en visioconférence.

Il n'est plus besoin de démontrer l'intérêt du sujet pour le continent, où deux cent millions de personnes dépendent de la pêche comme source de protéines animales et moyens de subsistance. Cette ressource provient essentiellement de la pêche et de l'aquaculture à petite échelle (dites "artisanales"), où les femmes et les jeunes jouent un rôle prépondérant, mais dans des conditions de travail pénibles et précaires.

Engagements des partenaires

Une vraie prise de conscience se dessine sur cette problématique, qui mobilise des initiatives de tous horizons : États, organismes multilatéraux, partenaires, société civile. Le Plan Halieutis au Maroc propulse déjà la pêche artisanale à 60% de la production nationale. Le Bureau inter-africain des ressources animales (BIRA), une structure de l'UA, rassure, par la voix de Dr. Mohamed Seisay, du renforcement de son engagement à accompagner principalement les femmes et les jeunes dans la gestion des pêcheries artisanales. Même écho de la coopération japonaise, à travers son agence internationale de pêche OFCF (Overseas Fisheries Cooperation Foundation of Japan). Tous


Si les hommes sont nombreux en mer, les femmes occupent plus de la moitié de la chaîne post-capture (transformation, conservation, commercialisation...). Pourtant, leur rôle demeure minoré.

s'engagent à donner un éclat particulier à l'AIPAA 2022, dont la célébration s'articule sur sept piliers : viabilité écologique, économique, sociale ; gouvernance ; égalité et équité hommes-femmes ; sécurité alimentaire et nutrition ; résilience.

Cap sur le social

Travail décent, sécurité sociale, protection sanitaire, égalité hommes-femmes, systèmes alimentaires durables, résilience, cogestion : le menu de la pêche et de l'aquaculture artisanales dégage désormais une saveur très "sociale". M. Chérif Toueilib, expert de la FAO, démontre la nécessité d'assurer le développement inclusif et le travail décent chez les pêcheurs artisiaux, acteurs essentiellement vulnérables, faute de quoi ils risquent de se retourner vers des «stratégies négatives d'adaptation» : pêche illégale et désordonnée, dégradation de l'environnement, déscolarisation des enfants, emprunts à taux élevés, entre autres.

Si les hommes sont nombreux en mer, les femmes, elles, occupent plus de la moitié de la chaîne post-capture (transformation, conservation, commercialisation...). Pourtant, leur rôle demeure minoré à cause des barrières culturelles, économiques, juridiques, psychologiques, sociales. Faire tomber ces barrières devient alors un combat de tous dans l'intérêt de tous.

La pandémie du Covid-19 a particulièrement sonné l'alerte sur l'impérieuse nécessité d'anticiper les moyens de résilience des couches vulnérables face aux chocs sanitaires, sociaux, environnementaux.

Note d'espoir

Une note d'espoir enveloppe la fin des cogitations de Tanger, ponctuées par une descente de terrain pour découvrir un exemple de "village de pêche", aménagé à Dalia à 30 km de la ville. Les participants ont alors pu affiner les engagements mutuels qu'ils ont pris pour œuvrer à l'amélioration des conditions des pêcheurs artisiaux à travers leurs États et institutions.



ARTISANAL FISHERIES AND AQUACULTURE IN AFRICA: BRAINSTORMING IN TANGIER

By André Naoussi



The year 2022 has been declared by as the «International Year of Artisanal Fisheries and Aquaculture» (IYFAA). In this context, a workshop was held from 22 to 24 February in Tangier, northern Morocco, under the theme: «Artisanal fisheries and aquaculture, major components of an inclusive socio-economic development».

The initiative results from the Ministerial Conference on Fisheries Cooperation among African States bordering the Atlantic (ATLAFCO). Its Executive Secretary, Mr Abdellouahed Benabbou, acknowledged the presence of representatives of eighteen Member States, two regional fisheries bodies, and five African civil society organisations. Forty-six speakers attended the workshop via video conference.

The interest of the subject for the continent needs not to be overemphasized, as two hundred million people depend on fishing as a source of animal protein and livelihood. This resource comes mainly from small-scale fishing and aquaculture (known as «artisanal»), in which women and young people play a predominant role, but under difficult and precarious working conditions.

Partners' commitments

There is real awareness of this issue, which is mobilising initiatives from all horizons: States, multilateral organisations, partners and civil society. The Halieutis Plan in Morocco is already boosting small-scale fishing to 60% of national production. The Inter-African Bureau for Animal Resources (IBAR), a structure of the AU, reassures, through the voice of Dr. Mohamed Seisay, the strengthening of its commitment to accompany mainly women and youth in the management of artisanal fisheries. The same is true of Japanese cooperation, through its international fishe-

Although men are numerous at sea, women occupy more than half of the post-capture chain (processing, conservation, marketing, etc.). However, their role remains minor.

cy OFCF (Overseas Fisheries Cooperation Foundation of Japan). All are committed to giving a special glow to IYFAA 2022, whose celebration is based on seven pillars: ecological, economic and social sustainability; governance; gender equality and equity; food security and nutrition; resilience.

Focus on social issues

Decent work, social security, health protection, gender equality, sustainable food systems, resilience, co-management: the menu of artisanal fisheries and aquaculture now has a very «social» flavour. Mr. Chérif Toueilib, an FAO expert, demonstrates the need to ensure inclusive development and decent work among artisanal fishers, who are essentially vulnerable actors, otherwise they risk turning to «negative coping strategies»: illegal and unregulated fishing, environmental degradation, children going out of school, high interest loans, among others.

While men are numerous at sea, women occupy more than half of the post-capture chain (processing, conservation, marketing, etc.). However, their role remains minor because of cultural, economic, legal, psychological and social barriers. Breaking down these barriers becomes a struggle for all in the interest of all.

The Covid-19 pandemic has particularly sounded the alarm on the urgent need to anticipate the means of resilience of vulnerable groups in the face of health, social and environmental shocks.

A note of hope

A note of hope concluded the Tangier cogitations, punctuated by a field trip to discover an example of a «fishing village», set up in Dalia, 30 km from the city. The participants were then able to refine the mutual commitments they have made to work towards improving the conditions of artisanal fishermen through their States and institutions.

Pollution plastique des océans



Les pays d'Afrique riverains de l'océan Atlantique ont été exhortés à réduire la pollution plastique de l'océan. Cette préoccupation a été exprimée par les participants en mars 2022 à la conférence de Tanger sur la pêche artisanale et l'aquaculture dans la zone COMHAFAT.

Par Shirley Asiedu-Addo.

Nous attrapons de plus en plus de plastiques dans nos filets et c'est une situation inquiétante», déclare le président de la Confédération africaine des organisations de pêche artisanale, M. Gueye Gaoussou. Il a déclaré que le plastique devenait un problème majeur pour les pêcheurs artisanaux et que toutes les parties prenantes devaient s'efforcer d'enrayer cette menace et de protéger la pêche.

La question des plastiques et de leur impact sur les ressources marines a poussé les participants à appeler les gouvernements à travailler pour traiter efficacement les plastiques dans leurs différentes juridictions. Ils doivent de toute urgence développer des systèmes efficaces de recyclage des plastiques afin de réduire l'impact sur les ressources marines.

M. Gueye a souligné qu'il était évident que les pêcheurs avaient continuellement des plastiques dans leurs filets, ce qui affectait leurs revenus et leur niveau de vie. Il a indiqué que de nombreux pêcheurs artisiaux capturent du plastique et que la diminution des stocks de poissons avait appauvri les communautés de pêcheurs côtiers. La situation, a-t-il répété, est grave et doit être abordée de toute urgence.

Le représentant du département de la pêche de Gambie, M.

“L'écosystème marin est fortement menacé par l'utilisation irresponsable des plastiques par l'homme, malgré plusieurs engagements écrits”

Momodou, a confirmé les effets dévastateurs du plastique sur l'écosystème marin, et a appelé à des efforts efficaces en matière de législation et d'application de la loi pour réduire le nombre de "plastiques tueurs".

L'écosystème marin en danger

Le Directeur d'Infopeche, une organisation intergouvernementale de marketing et de coopération, le Dr Shep Helguile, a indiqué que l'écosystème marin est fortement menacé par l'utilisation irresponsable des plastiques par l'homme, malgré plusieurs engagements écrits.

«Nous devons travailler consciemment à réduire l'incidence des plastiques pour sauver l'écosystème marin et les moyens de subsistance des pêcheurs artisiaux en particulier», a-t-il ajouté.



Sea plastic pollution



Africa countries bordering the Atlantic Ocean have been urged to reduce plastic pollution of the ocean. The concern was expressed by participants in March 2022 at the Tangier three-day conference on artisanal fisheries and aquaculture in the ATLAFCO area.

By: Shirley Asiedu-Addo.

We are increasingly catching plastics in and this is a worrying situation,» says the of the African Confederation of Artisanal Organizations, Mr Gueye Gaoussou. He said plastics was becoming one major problem for artisanal fishermen and all stakeholders must work to check the menace and save the fisheries.

The issue of plastics and it's impact on the marine resources compelled participants to call on governments to work to efficiently deal with plastics in their various jurisdictions. They may as a matter of urgency develop workable systems in the recycling of plastics to reduce the impact on the marine resources.

Mr Gueye, said it was obvious that fishermen were continuously having plastics in their nets affecting their incomes and standards of living.

He indicated that many artisanal fishers were catching plastic and with the dwindling levels of fish stocks had left the coastal fishing communities poorer.

The situation he said was serious and must be checked with urgency.

The representative of the Department of Fisheries in the Gambia, Mr Saidleigh Momodou corroborated the devastating effects of plastics on the marine ecosystem and



Marine ecosystem is greatly endangered by human's irresponsible use of plastics inspite of several written commitments.

effective efforts on legislation and enforcement to reduce the canker of the "killer plastics".

Marine ecosystem endangered

The Director of the Infopeche, an Intergovernmental Organization for Marketing and Cooperation, Dr Shep Helguile indicated that marine ecosystem is greatly endangered by human's irresponsible use of plastics inspite of several written commitments.

«We must consciously work at reducing the incidence of plastics to save the marine ecosystem and the livelihoods of particularly artisanal fishers,» he added.



DES PARTICIPANTS S'EXPRIMENT....

PARTICIPANTS SPEAK OUT...



Kouassi Kouadio,

Sous-directeur de la pêche continentale, Côte d'Ivoire
Deputy Director of Inland Fisheries, Côte d'Ivoire

«Nous devons désormais associer étroitement les pêcheurs artisanaux dans la gestion des pêcheries, en prenant en compte leurs besoins spécifiques, et en les intégrant dans toutes les instances de gouvernance concernant leur secteur.»

«We must now closely involve artisanal fishermen in the management of fisheries, taking into account their specific needs, and integrating them in all governance bodies concerning their sector.»



Abdelouahed Benabbou,

Secrétaire exécutif de la COMHAFAT
Executive Secretary of ATLAFCO

«Nous notons cette année 2022 une prise de conscience aigüe du rôle crucial de l'aquaculture et de la pêche artisanales dans nos pays. Nous réfléchirons ensemble aux actions réalistes pour rendre concrètes les diverses mesures préconisées, dont certaines sont déjà entérinées par les dirigeants de nos États. Nous devons capitaliser cette dynamique évolutive.»

«We note this year 2022 an acute awareness of the crucial role of artisanal aquaculture and fisheries in our countries. We will reflect together on realistic actions to make concrete the various measures recommended, some of which are already endorsed by the leaders of our States. We must capitalise on this evolutionary dynamic.»



Helguilè Shep,

Directeur de INFOPECHE
Director of INFOPECHE

«Il y a urgence de renforcer la coopération Sud-Sud au profit des pêcheurs artisanaux. D'où la nécessité de disposer de statistiques fiables. Le futur site Web de INFOCHE contribuera à disséminer les données de la pêche sur tout le continent.»

«There is an urgent need to strengthen South-South cooperation for the benefit of artisanal fishermen. Hence the need for reliable statistics. The future INFOCHE website will help disseminate fisheries data throughout the continent.»

DES PARTICIPANTS S'EXPRIMENT....

PARTICIPANTS SPEAK OUT...



Lydia Oladosu Olanike,

Directeur-adjoint de la pêche et de l'aquaculture, Nigéria
Deputy Director of Fisheries and Aquaculture, Nigeria

«Les petits pêcheurs fournissent 80% de la consommation locale au Nigéria. Il est temps de leur accorder une attention accrue sur le plan juridique, social, médical, financier, scolaire, foncier, entre autres.»

«Small-scale fishermen provide 80% of local consumption in Nigeria. It is time to give them more attention in terms of legal, social, medical, financial, educational, land tenure, among others.»



Fulbert Djego,

Ingénieur Halieute, Ministère des pêches, Cameroun
Fisheries Engineer, Ministry of Fisheries, Cameroon

«Le partage d'expériences a constitué un aspect marquant de cet atelier. Il est frappant par exemple de découvrir qu'un projet sur l'aquaculture continentale, mené au Bénin connaît une expérimentation au Togo et au Cameroun.»

«The sharing of experiences was a striking aspect of this workshop. It is striking, for example, to discover that a project on continental aquaculture, carried out in Benin, is being tested in Togo and Cameroon.»



Lucienne Diapoma Kingbell,

Chef service de la pêche artisanale, Gabon
Head of Artisanal Fisheries, Gabon

«Le Gabon a fait des efforts considérables pour assainir le secteur de la pêche artisanale. Mais, je souhaite que l'on mette définitivement côté à côté la science et les décideurs. Il faut un état des lieux franc, que les données scientifiques issues de la recherche orientent les politiques de pêche, notamment dans le secteur artisanal.»

«Gabon has made considerable efforts to clean up the artisanal fisheries sector. But I would like to see science and decision-makers working side by side. We need a frank assessment of the situation, so that scientific data from research can guide fisheries policies, particularly in the artisanal sector.»

DES PARTICIPANTS S'EXPRIMENT....

PARTICIPANTS SPEAK OUT...



Domtani Ali,

Directeur des pêches et de l'aquaculture, Togo
Director of Fisheries and Aquaculture, Togo

«Grâce aux stratégies découvertes chez d'autres partenaires à l'occasion de l'atelier de Tanger, nous allons compléter le plan de célébration au Togo de l'IYFFA. Nous mettrons un accent sur la durabilité de la pêche artisanale et sa contribution à la sécurité alimentaire.»

«Thanks to the strategies discovered revealed by other partners at the Tangier workshop, we will complete the IYFF Togo celebration plan. We will focus on the sustainability of artisanal fisheries and their contribution to food security.”



Frédéric Olivier Yao Combes,

Chef du département de la formation à l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer, Abidjan

Head of the Training Department at the Regional Academy of Marine Sciences and Techniques, Abidjan

«Il y a un grand besoin d'affirmer l'existence des pêcheurs artisanaux ; cela peut être facilité par des activités normées, d'où la nécessité d'une formation adaptée à leur statut et à chaque aspect desdites activités. Ils doivent, par exemple, améliorer la qualité et la quantité de leurs productions, maîtriser les techniques de vente et négociation, savoir revendiquer de meilleures conditions d'insertion économique et sociale. Le REFMA a un grand rôle à jouer dans ce processus.»

«There is a great need to affirm the existence of artisanal fishermen; this can be facilitated by standardised activities. Hence the need for training adapted to their status and to every aspect of the said activities. They must, for example, improve the quality and quantity of their production, master sales and negotiation techniques, and know how to demand better conditions for economic and social integration. REFMA has a big role to play in this process.”



Momodou Saidyleigh,

Directeur de l'aquaculture et de la pêche continentale, Gambie
Director of Aquaculture and Inland Fisheries, Gambia

«Les acteurs de la pêche et de l'aquaculture artisanales doivent mieux être intégrés dans un développement économique et social inclusif. Nos États doivent y mettre des moyens appropriés au plan financier, humain, juridique, infrastructurale. Nous avons appris de l'expérience des autres, pour renforcer notre potentiel et corriger les lacunes. Nous devons mutualiser les efforts des pays pour conquérir les marchés internationaux dont les normes sont très exigeantes.»

«Artisanal fisheries and aquaculture stakeholders must be better integrated into inclusive economic and social development. Our States must provide appropriate financial, human, legal and infrastructural resources. We have learned from the experience of others, to strengthen our potential and correct the shortcomings. We must pool the efforts of countries to conquer international markets, whose standards are very demanding.”

DES PARTICIPANTS S'EXPRIMENT....

PARTICIPANTS SPEAK OUT...



Kargbo Victor Hamusa,

Directeur adjoint des Pêches, Sierra Leone
Deputy Director of Fisheries, Sierra Leone

«Les activités des pêcheurs artisanaux ne devraient pas être entravées par les barrières frontalières, c'est pourquoi nous multiplions des contacts pour harmoniser le secteur avec nos voisins. Nous devons aussi les accompagner de plus près, afin qu'ils se relèvent des effets soudains et douloureux de la pandémie du Covid-19.»

«The activities of artisanal fishermen should not be hampered by border barriers, which is why we are increasing contacts to harmonise the sector with our neighbours. We also need to accompany them more closely, so that they recover from the sudden and painful effects of the Covid-19 pandemic.»



Maria Dalmeida Aida,

Directeur des pêches, Sao Tome et Principe
Director of Fisheries, Sao Tome and Principe

«Nous devons insister pour la mise en œuvre et le suivi des importantes recommandations de cet atelier. La pêche artisanale assure l'essentiel du marché interne dans mon pays, et nourrit plus de trente mille familles. Il faut former les intervenants de toute la filière. L'aquaculture est encore embryonnaire chez nous, et des rencontres pareilles permettent de la construire pas à pas, notamment l'aquaculture marine.»

«We must insist on the implementation and follow-up of the important recommendations of this workshop. Artisanal fishing provides the bulk of the internal market in my country, and feeds more than thirty thousand families. We need to train those involved in the entire sector. Aquaculture is still in its infancy in our country, and meetings such as this enable it to be built up step by step, especially marine aquaculture.»



Idrissi Mohamed Malouli,

Expert formateur en pêches
Expert trainer in fisheries

«L'interaction est obligatoire entre les chercheurs et les acteurs de la pêche artisanale, pour comprendre les écosystèmes marins, l'état des stocks, les phénomènes environnementaux, les contraintes socio culturelles locales. Au Maroc, nous développé un programme qui fait de certains pêcheurs des «observateurs scientifiques», qui sont formés au préalable, équipés, et sensibilisés sur leur propre intérêt à contribuer à une pêche durable. Ils collectent des informations sur les sites proches ou éloignés, et les font remonter régulièrement pour traitement par les chercheurs, qui proposent ensuite des solutions à toutes les parties prenantes.»

«Interaction is mandatory between researchers and artisanal fisheries actors, to understand marine ecosystems, the state of stocks, environmental phenomena, and local socio-cultural constraints. In Morocco, we have developed a programme that makes certain fishermen «scientific observers», who are trained beforehand, equipped and made aware of their own interest in contributing to sustainable fishing. They collect information on nearby and distant sites, and send it back regularly for processing by researchers, who then propose solutions to all stakeholders.»

DES PARTICIPANTS S'EXPRIMENT....

PARTICIPANTS SPEAK OUT...



Moustapha Kebé,
Expert consultant en pêches
Fisheries expert consultant

«Il est impérieux de renforcer la collaboration entre États, entre organisations régionales, parce que la pêche artisanale concerne des ressources partagées qui ne connaissent pas les frontières. La disparité des législations est une vraie préoccupation, on s'efforce de les harmoniser, en y intégrant aussi les instruments juridiques internationaux. Il est en outre satisfaisant de voir que toutes les initiatives dans ce secteur mettent l'accent sur l'approche genre, avec une considération particulière pour le rôle et le statut des femmes et des jeunes.»

«It is imperative to strengthen collaboration between states and regional organisations, because artisanal fishing concerns shared resources that know no borders. The disparity of legislation is a real concern, and we are trying to harmonise it, also by integrating international legal instruments. It is also satisfying to see that all initiatives in this sector emphasise the gender approach, with particular consideration for the role and status of women and young people.»



Wenon Dossa,
Chef du service d'appui au développement de l'aquaculture, Bénin
Head of Aquaculture Development Support Service, Benin

«L'amélioration des conditions de travail et de vie des pêcheurs artisans devient une préoccupation centrale. De même que l'accent est mis sur l'aquaculture, qui devient une alternative sûre pour satisfaire les besoins en produits halieutiques. Le Bénin met en œuvre depuis dix ans le Projet de vulgarisation de l'aquaculture continentale (PROVAC), dont l'expérience est déjà partagée avec le Togo et le Cameroun. Nous voulons capitaliser le retour d'expériences, pour le partager avec d'autres pays africains, pour infléchir la courbe de l'importation massive de produits halieutiques sur le continent.»

«Improving the working and living conditions of artisanal fishers is becoming a central concern. Similarly, the emphasis is on aquaculture, which is becoming a reliable alternative for meeting the need for fish products. Benin has been implementing the Inland Aquaculture Extension Project (IAEP) for ten years, and its experience is already shared with Togo and Cameroon. We want to capitalise on the feedback, to share it with other African countries, to bend the curve of massive importation of fish products on the continent.»



Inluta Income,
Directeur de la pêche artisanale, Guinée Bissau
Director of Artisanal Fisheries, Guinea Bissau

«Nous allons multiplier les stratégies pour sortir la pêche artisanale bissau-guinéenne de l'informel. Nous devons convaincre les acteurs à adhérer à ces stratégies en leur montrant la vulnérabilité de leurs conditions actuelles. L'exemple du "village de pêche" que nous avons visité à Tangier pourra nous servir de référent.»

«We are going to multiply the strategies to bring Guinea Bissau's artisanal fisheries out of the informal sector. We have to convince the actors to adhere to these strategies by showing them the vulnerability of their current conditions. The example of the 'fishing village' that we visited in Tangier could serve as a reference.»

DES PARTICIPANTS S'EXPRIMENT....

PARTICIPANTS SPEAK OUT...



Séraphin Dedi Nadje,

Secrétaire General du CPCO (Comité de pêche du Centre-ouest du Golfe de Guinée)
Secretary General of the FCWC (Fisheries Committee of the West Central Gulf of Guinea)

«Nous avons partagé nos expériences, et nous nous sommes enrichis de celles des autres pays et organisations. Le CPCO dispose d'un système régional de gestion des données de la pêche artisanale, régulièrement alimenté depuis 2019, et il a mis en place en 2021 un groupe de travail sur le développement de l'aquaculture avec le soutien de la coopération japonaise (JICA) et la COMHAFAT. Bien plus, le CPCO a adopté en 2020 et 2021, la pêche artisanale comme une priorité à travers le thème : "Uniter nos actions pour la durabilité d'une pêche artisanale en Afrique de l'Ouest".»

«We have shared our experiences, and we have been enriched by those of other countries and organisations. CPCO has a regional artisanal fisheries data management system, which has been regularly updated since 2019, and it set up a working group on aquaculture development in 2021 with the support of the Japanese Cooperation (JICA) and ATLAFCO. Furthermore, CPCO adopted in 2020 and 2021, artisanal fisheries as a priority through the theme: "Uniting our actions for the sustainability of artisanal fisheries in West Africa".



M. Gaoussou Guèye,

Président de la CAOPA (Confédération africaine des organisations de la pêche artisanale)
President of CAOPA (African Confederation of Artisanal Fisheries Organisations)

«Il est urgent de mieux faire entendre la voix des femmes, des jeunes et des communautés locales. Les États doivent s'impliquer fortement, pour assurer un accès sécurisé aux ressources, par exemple en accordant des droits de pêche exclusifs aux pêcheurs artisanaux dans les zones côtières. Il faut également protéger la pêche artisanale de la compétition des autres secteurs de l'économie bleue, tels que le tourisme ou l'exploitation du pétrole et du gaz.»

«It is urgent to make the voice of women, youth and local communities better heard. States must be strongly involved, to ensure secure access to resources, for example by granting exclusive fishing rights to artisanal fishers in coastal areas. Artisanal fisheries must also be protected from competition from other sectors of the blue economy, such as tourism or oil and gas exploitation.»



Mme Akenze Née Ognimba Roseline Blanche,

Directrice des Ressources Halieutique et de l'Aménagement des Pêcheries,
République du Congo
Director of Halieutic Resources and Fisheries Management, Republic of Congo

«Le Congo est confronté à la rareté des petits pélagiques, à cause des activités d'une usine des activités d'une usine de production de farines et d'huiles végétales, qui capture ces pélagiques pour immédiatement les transformer. L'intrusion des pêcheurs industriels devient une menace sérieuse pour la pêche artisanale. Pour contrecarrer ou contrôler leurs activités nous envisageons, comme le fait le Maroc, la pose de récifs artificiels en mer.»

«Congo is faced with the scarcity of small pelagics, due to the activities of a factory producing vegetable meal and oils, which captures these pelagics for immediate processing. The intrusion of industrial fishermen is becoming a serious threat to artisanal fisheries. To counteract or control their activities we are considering, as Morocco is doing, the installation of artificial reef at sea.»



LISTE DES PRÉSENTATIONS

1* Le Plan d'action mondial pour promouvoir une pêche et une aquaculture artisanales durables.
Par M. Naji Laamrich (COMHAFAT).

2* Les domaines prioritaires pour les professionnels de la pêche artisanale. Par M. Monsieur Gaoussou Guèye (CAOPA).

3* Quel modèle de cogestion adapté aux pêcheries artisanales en Afrique de l'Ouest ? Cas du Sénégal.
Par M. Moustapha Kebé (Consultant).

4* Développement de l'aquaculture continentale à travers un partenariat efficace avec le secteur privé (PROVAC-2, Bénin).
Par M. Wenon Dossa (Ministère des Pêches, Bénin).

5* Biodiversité et pêche durable : développement d'Aires marines protégées (AMP) et gestion basée sur l'écosystème.
Par M. Omar Bourhim (Direction de la pêche maritime, Maroc).

6* Réalisation d'infrastructures dédiées à la pêche artisanale pour améliorer les chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture artisanales (cas du Maroc).
Par M. Naji Laamrich (COMHAFAT).

7* Accès aux marchés pour les petits pêcheurs, pisciculteurs et travailleurs du secteur.
Par M. Helguilé Shèp (INFOPECHE).

8* Les "Directives volontaires de la pêche artisanale" en tant qu'instrument permettant de renforcer l'accès des petits pêcheurs, des pisciculteurs et des travailleurs du secteur à la protection sociale.
Par M. Cherif Touileb (FAO).

9* Analyse des capacités des petits pêcheurs, pisciculteurs et travailleurs du secteur à recueillir et utiliser les données existantes concernant les facteurs qui ont une incidence sur la pêche et l'aquaculture artisanales.
Par Mme Patricia Maisha (Plateforme des A.N.E. pêche et aquaculture).

10* Mise en application des directives et instruments internationaux pertinents pour assurer l'accès des femmes à la terre et d'autres ressources et garantir leurs droits d'utilisation et leurs droits fonciers : cas du "Guide pour l'équité hommes-femmes dans la gouvernance et le développement de la pêche artisanale".
Par Mme Hayat Assara (RAFEP-COMHAFAT).

11* Contribution du secteur de la pêche et de l'aquaculture artisanales à la sécurité alimentaire dans les systèmes alimentaires locaux et mondiaux.
Par M. Rachid Regragui (COMHAFAT).

12* Politiques et cadres de planification pour renforcer la résilience face aux risques qui menacent la continuité à long terme du secteur de la pêche et de l'aquaculture artisanales.
Par M. Hamza Houssam (FAO).

LIST OF PRESENTATIONS

1* The Global Plan of Action for Sustainable Artisanal Fisheries and Aquaculture.
By Mr Naji Laamrich (ATLAFCO).

2* Priority areas for artisanal fisheries professionals.
By Mr Gaoussou Guèye (CAOPA).

3* Which co-management model is adapted to artisanal fisheries in West Africa? The case of Senegal.
By Mr. Moustapha Kebé (Consultant).

4* Development of continental aquaculture through an effective partnership with the private sector (PROVAC-2, Benin).
By Mr. Wenon Dossa (Ministry of Fisheries, Benin).

5* Biodiversity and sustainable fisheries: development of Marine Protected Areas (MPAs) and ecosystem-based management.
By Mr Omar Bourhim (Directorate of Marine Fisheries, Morocco).

6* Development of infrastructures dedicated to artisanal fisheries to improve the value chains of artisanal fisheries and aquaculture (the case of Morocco).
By Mr Naji Laamrich (ATLAFCO).

7* Market access for small-scale fishermen, fish farmers and workers in the sector.
By Mr Helguilé Shèp (INFOPECHE).

8* Voluntary guidelines for artisanal fisheries as an instrument to strengthen access to social protection for small-scale fishermen, fish farmers and workers in the sector.
By Mr Cherif Touileb (FAO).

9* Analysis of the capacity of small-scale fishers, fish farmers and fish workers to collect and use existing data on factors affecting small-scale fisheries and aquaculture.
By Mrs. Patricia Maisha (N.E.A. Fisheries and Aquaculture Platform).

10* Implementation of relevant international instruments and guidelines to ensure women's access to land and other resources and guarantee their use and land rights: the case of the «Guide to gender equity in the governance and development of artisanal fisheries».
By Mrs. Hayat Assara (RAFEP- ATLAFCO).

11* Contribution of the artisanal fisheries and aquaculture sector to food security in local and global food systems.
By Mr Rachid Regragui (ATLAFCO).

12* Policies and planning frameworks to build resilience to risks that threaten the long-term continuity of the artisanal fisheries and aquaculture sector.
By Mr Hamza Houssam (FAO).

Dalia Album

Village de pêche
Fishing village



Dispositif de concentration des poissons (DCP)

Alerte en zone COMHAFAT !



L'utilisation massive des DCP fait peser un risque de surexploitation sur les ressources halieutiques, principalement les juvéniles de thon. Les DCP causent également une mortalité des espèces sensibles qui s'enchevêtrent dans leurs structures.

Les Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP) désignent les structures flottantes artificielles spécifiquement conçues pour exploiter le comportement agrégatif des espèces pélagiques autour des objets flottants afin de faciliter leurs captures. Pour dresser l'état de leur utilisation dans sa zone de convention, la COMHAFAT a commandité en 2021 une étude, confiée à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Les résultats ont été restitués au cours d'une visioconférence le 02 février 2022.

Le consultant représentant de l'IRD a effectué une présentation des différents modules et conclusions de l'étude, suivies de discussion animées par les participants. La région des 22 États membres de la COMHAFAT abrite un stock très important de multiples espèces de poisson, avec des ressources aussi bien dans la zone économique exclusive (ZEE) de chaque pays qu'au-delà de sa juridiction de compétence. Cette région constitue également une confluence pour les espèces migratrices, qui se déplacent constamment, soit pour se diriger vers leurs lieux de frai, soit pour rechercher l'alimentation. À cause de la pression qui s'exerce sur les ressources, les stocks de toutes les espèces, dont notamment le thon, connaissent une forte diminution. Ainsi, au niveau de la pêcherie thonière il y a recours, depuis plus de dix ans, à l'utilisation des DCP, pour attirer la population du thon tropical et la concentrer dans les alentours du Golfe de Guinée.

Menaces sur le thon

Il se trouve que la quasi-totalité des DCP déployés sont équipés de bouées-satellites, fournissant en temps réel aux pêcheurs des informations sur leur emplacement ainsi que sur les biomasses de poissons qui leur sont associés. Ces technologies de pointe se matérialisent par une réussite accrue des coups de pêche et une optimisation significative des stratégies de recherche du thon. Environ dix-huit mille DCP ont été déployés dans l'Atlantique en 2018-2019 (avec principalement en zone COMHAFAT : Angola, Mauritanie, Gabon, Sénégal, Cap-Vert, Guinée Équatoriale, Sao-Tomé et Principe). Environ 87% de thons étant capturés grâce à des méthodes sophistiquées de DCP (sans compter les prises accessoires d'autres espèces). L'utilisation massive des DCP fait peser un risque de surex-



ploitation sur les ressources halieutiques, principalement les juvéniles de thon. Les DCP causent également une mortalité des espèces sensibles qui s'enchevêtrent dans leurs structures (requins, tortues). En plus, après usage les DCP coulent au fond des eaux (pollution et danger) ou bien s'échouent le long des côtes.

Cependant, plusieurs pays côtiers de la zone COMHAFAT dépendent largement de la filière thonière, fortement intégrée aux économies nationales, où elle participe activement à la création d'emplois et de richesses. On évalue l'emploi à environ 35.000 personnes, avec une forte représentation des femmes, notamment dans les conserveries. Cette filière ne pouvant se passer des DCP, il faut définir des modalités de leur gestion qui concilie les intérêts des différentes parties prenantes tout en préservant la viabilité des écosystèmes et la durabilité des ressources.

Assurer l'utilisation durable des DCP

En conformité avec les réglementations internationales en la matière (assurées par la CICTA – ICCAT), il est impérieux d'intensifier les efforts entrepris afin d'améliorer le niveau actuel de précision des données fournies sur l'utilisation des DCP. Il faudrait également l'adoption d'un système adéquat de marquage et d'identification des DCP, l'élaboration de stratégies pour la récupération et l'élimination des DCP en fin de vie, et la réalisation d'une évaluation exhaustive des impacts des DCP sur les pêcheries artisanales, et sur les autres aspects socio-économiques propres aux États côtiers africains.

Les participants ont émis le vœu de voir étendre l'étude de l'impact des DCP et leur interaction avec la pêche artisanales à tous les pays côtiers de la COMHAFAT, et de renforcer les capacités des États en matière de collecte des données et de communication des informations sur les DCP.

Fish aggregating device (FAD)

Alert in the ATLAFCO area!



The massive use of FADs poses a risk of overexploitation of fisheries resources, mainly juvenile tuna. FADs also cause mortality of sensitive species that become entangled in their structures.

Fish aggregating devices (FADs) are artificial floating structures specifically designed to exploit the aggregative behaviour of pelagic species around floating objects to facilitate their capture. In order to assess their use, ATLAFCO commissioned a study in 2021 in its area of jurisdiction, which was carried out by the Institute of Research for Development (IRD). The results were presented during a videoconference on 2 February 2022.

The consultant representing IRD made a presentation of the different modules and conclusions of the study, followed by a discussion among the participants. The 22 ATLAFCO Member States region is home to a very important stock of multiple fish species, with resources both within the Exclusive Economic Zone (EEZ) of each country and beyond its jurisdiction. The region is also a confluence for migratory species, which are constantly on the move, either on their way to spawning grounds or in search of food. Due to the pressure on resources, stocks of all species, including tuna, are in sharp decline. Thus, in the tuna fishery, FADs have been used for more than ten years to attract the tropical tuna population and concentrate it around the Gulf of Guinea.

Threats to tuna

Almost all of the FADs deployed are equipped with satellite buoys, providing fishermen with real-time information on their location as well as on the biomasses of fish associated with them. These cutting-edge technologies materialise in increased fishing success and significant optimisation of tuna search strategies. Approximately eighteen thousand FADs were deployed in the Atlantic in 2018-2019 (mainly in the ATLAFCO area: Angola, Mauritania, Gabon, Senegal, Cape Verde, Equatorial Guinea, Sao Tome and Principe). Approximately 87% of tuna are caught using sophisticated FAD methods (not counting by-catches of other species). The massive use of FADs poses a risk of overexploitation of fisheries resources, mainly juvenile tuna. FADs also cause mortality of sensitive species that become entangled in their structures (sharks, turtles). In addition, after use, FADs sink to the bottom (pollution and



danger) or run aground along the coast.

However, several coastal countries in the ATLAFCO area are heavily dependent on the tuna industry, which is highly integrated into national economies, and where it plays an active role in creating jobs and wealth. Employment is estimated at around 35,000 people, with a strong representation of women, particularly in canneries. As this sector cannot do without FADs, it is necessary to define the modalities of their management that reconcile the interests of the different stakeholders while preserving the viability of ecosystems and the sustainability of resources.

Ensuring the sustainable use of FADs

In line with international regulations on the subject (ensured by ICCAT), it is imperative to intensify efforts to improve the current level of accuracy of data provided on the use of FADs. There is also a need for an adequate system of marking and identification of FADs, the development of strategies for the recovery and disposal of end-of-life FADs, and a comprehensive assessment of the impacts of FADs on artisanal fisheries and other socio-economic aspects of African coastal states.

Participants expressed the wish to see the study of the impact of FADs and their interaction with artisanal fisheries extended to all ATLAFCO coastal countries, and to strengthen the capacity of States to collect data and communicate information on FADs.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL



CONFERENCE MINISTERIELLE SUR LA COOPERATION HALIEUTIQUE ENTRE LES
ETATS AFRICAINS RIVERAINS DE L'OCEAN ATLANTIQUE
MINISTERIAL CONFERENCE ON FISHERIES COOPERATION AMONG AFRICAN STATES
BORDERING THE ATLANTIC OCEAN

APPEL INTERNATIONAL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT POUR LA REALISATION D'UNE ETUDE PORTANT SUR LE DIAGNOSTIC DE LA SITUATION DU SECTEUR AQUACOLE DANS LES PAYS MEMBRES DE LA COMHAFAT N° 1/AMI/ 2022

Le Secrétariat Exécutif de la Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les Etats Africains Riverains de l'Océan Atlantique (COMHAFAT), organisation intergouvernementale regroupant 22 pays de la côte atlantique africaine, lance un appel international à manifestation d'intérêt pour la réalisation d'une étude portant sur le diagnostic de la situation du secteur aquacole dans les pays membres de la COMHAFAT.

L'objectif global de la mission est la création d'une cartographie de la situation aquacole dans les pays membres de la COMHAFAT à travers un diagnostic adapté.

Les cabinets intéressés sont invités à produire des informations démontrant qu'ils sont qualifiés pour réaliser lesdites prestations notamment :

- 1- Présentation sommaire du consultant ;
- 2- Curriculum vitae des experts ;
- 3- Description sommaire des travaux similaires réalisés ;
- 4- Coordonnées complètes (adresse, téléphone, fax, mail).

Les expressions d'intérêt accompagnées des informations sur les capacités des cabinets doivent être déposées/envoyées par courrier à l'attention de Monsieur le Secrétaire Exécutif de la COMHAFAT (sous

forme de documents ou de fichiers PDF) avant le 20 Mai 2022 à l'adresse suivante :

Secrétariat Exécutif de la COMHAFAT 2, Rue Ben Darkoul Ain Khalouiya, Souissi-10220 Rabat Maroc Téléphone : +212 530 774 221 - Fax : +212 537 651 810 Mail :

benabbou.comhafat@gmail.com

L'étude sera attribuée en lot unique. Les consultants peuvent soumissionner en groupement.

Le dossier d'Appel d'Offres sera transmis au consultant ou groupement de consultants retenu à la suite de cette manifestation d'intérêt.

Les demandes d'informations complémentaires peuvent être adressées à : Monsieur Abdennaji LAAMRICH, Mail :

laamrichmpm@gmail.com

Téléphone : +212 530 774221, Fax : +212 537 651810

Le Secrétaire Exécutif
Abdelouahed BENABBOU

INTERNATIONAL CALL TO TENDER



CONFERENCE MINISTERIELLE SUR LA COOPERATION HALIEUTIQUE ENTRE LES
ETATS AFRICAINS RIVERAINS DE L'OCEAN ATLANTIQUE
MINISTERIAL CONFERENCE ON FISHERIES COOPERATION AMONG AFRICAN STATES
BORDERING THE ATLANTIC OCEAN

INTERNATIONAL CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST FOR THE CONDUCT OF A STUDY ON THE DIAGNOSIS OF THE SITUATION OF THE AQUACULTURE SECTOR IN THE MEMBER STATES OF ATLAFCO No. 1/AMI/ 2022

The Executive Secretariat of the Ministerial Conference on Fisheries Cooperation among African States Bordering the Atlantic Ocean (ATLAFCO), an intergovernmental organization gathering 22 countries of the African Atlantic coast, is launching an international call for expression of interest for the realization of a study on the diagnosis of the situation of the aquaculture sector in the MS of ATLAFCO.

The overall objective of the mission is to create cartography of the aquaculture situation in the MS of ATLAFCO through an appropriate diagnosis.

Interested firms are invited to provide information indicating that they are qualified to provide the requested services, in particular:

- 1- Summary presentation of the consultant;
- 2- Curriculum vitae of the experts;
- 3- Brief description of similar works carried out;
- 4- Full contact details (address, telephone, fax, email).

Expressions of interest accompanied by information on the capacities of the firms must be submitted / sent by mail to the attention of the Executive Secretary of

ATLAFCO (in the form of documents or PDF files) before 20 May 2022 at following address:

ATLAFCO Executive Secretariat 2, Rue Ben Darkoul Ain Khalouiya, Souissi-10220 Rabat Morocco Telephone: +212 530 774 221 - Fax: +212 537 651 810 Mail:

benabbou.comhafat@gmail.com

The study will be awarded as a single lot. Consultants may bid as a consortium. The Call for Tenders file will be sent to the consultant or group of consultants selected following this expression of interest.

Requests for additional information can be addressed to:

Mr. Abdennaji LAAMRICH, Mail: laamrichmpm@gmail.com

Phone: +212 530 774221, Fax: +212 537 651810

The Executive Secretary
Abdelouahed BENABBOU

AGENDA

Prenez note de deux événements qui seront développés dans la prochaine édition de votre Newsletter...

Take note of two events that will be developed in the next edition of your Newsletter...

La COMHAFAT reçoit APRIFAAS à Marrakech

La quatrième assemblée générale de la Plateforme africaine des institutions régionales de la pêche, de l'aquaculture et des systèmes aquatiques (connue sous son acronyme APRIFASS), s'est tenue du 18 au 20 avril 2022 à Marrakech au Maroc. Rencontre accueillie par la COMHAFAT, en co-organisation avec le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA).

“La stratégie de coopération régionale et les partenariats pour le développement de l'économie bleue en Afrique”. Ce thème a guidé les cogitations de la trentaine de participants, avec pour but de donner un nouvel élan et un contenu concret aux missions de cette plateforme créée en 2015 en droite ligne de l'adoption du cadre politique et stratégique de réforme de la pêche et de l'aquaculture en Afrique (Sommet UA de Malabo, 2014).

La dynamique de APRIFAAS a été marquée par la densification des adhésions, la planification des activités, la mise sur pied des premiers organes (assemblée générale et bureau exécutif). Élan freiné par la pandémie du Covid-19, et la fin de la première phase du projet de gouvernance des pêches (“FishGov 1”). Trois assemblées générales se sont tenues, dont la dernière en mode virtuel en novembre 2021.

Un nouveau Bureau exécutif, présidé par la COMHAFAT, a pris fonction à Marrakech pour les deux prochaines années. Sa boussole sera le plan d'action adopté autour de quatre axes : coordonner et faciliter l'échange d'informations entre institutions ; améliorer le dialogue entre les parties prenantes ; renforcer la capacité de l'Afrique à parler d'une seule voix dans les instances internationales de pêche ; suivre, coordonner et évaluer l'application harmonieuse du programme de APRIFAAS.



ATLAFCO hosts APRIFAAS in Marrakech

The fourth general assembly of the African Platform for Regional Institutions in Fisheries, Aquaculture and Aquatic Systems (APRIFAAS), was held from 18 to 20 April 2022 in Marrakech, Morocco. The meeting was hosted by ATLAFCO, co-organised with the Inter-African Bureau for Animal Resources of the African Union (AU-IBAR).

The thirty or so participants pondered on the theme “Strategic Regional Cooperation and Partnerships for Development of Blue Economy in Africa”, with the aim of giving new impetus and concrete content to the missions of this platform created in 2015 in line with the adoption of the policy and strategic framework for the reform of aquaculture in Africa (AU Malabo Summit, 2014).

The dynamics of APRIFAAS has been marked by an increase in membership, planning of activities, the setting up of the first governing bodies (General Assembly and Executive Board). This momentum was slowed down by the Covid-19 pandemic and the end of the first phase of the Fisheries governance project (“FishGov 1”). Three general assemblies were held, the last of which was in virtual mode in November 2021.

A new Executive Board, chaired by ATLAFCO, took office in Marrakech for the next two years. Its major working document will be the action plan adopted around four axes: coordinating and facilitating the exchange of information between institutions; improving dialogue between stakeholders; strengthening the capacity of Africa to speak with one voice in international fisheries bodies; and monitoring, coordinating and evaluating the smooth implementation of the APRIFAAS programme.



Atelier de journalistes et communicateurs à Agadir

“Renforcement des capacités des journalistes et communicateurs membres de l'OMPDA des pays de la zone COMHAFAT, sur la gestion durable des ressources halieutiques et la lutte contre la pêche INN”.

Thème d'un atelier organisé du 05 au 07 Mai 2022 à Agadir (sud du Maroc), pour vingt-cinq journalistes et communicateurs membres de l'Observatoire des médias pour une pêche durable en Afrique (OMPDA). Les participants proviennent des 22 pays membres de la COMHAFAT, qui prend en charge l'organisation matérielle et financière des assises. Cet atelier s'inscrit dans l'exécution de l'Accord de partenariat triennal signé en octobre 2018 entre les deux parties (renouvelé en octobre 2021).

Workshop for journalists and communicators in Agadir

“Capacity building of journalists and communicators members of the countries in the ATLAFCO zone, on the sustainable management of fisheries resources and the fight against IUU fishing”.

The theme of a workshop scheduled from 05 to 07 May 2022 in Agadir (southern Morocco), for twenty-five journalists and communicators members of the Media Observatory for Sustainable Fishing in Africa (MOSFA). The participants come from the 22 countries members of ATLAFCO, which is in charge of the material and financial organisation of the meeting. This workshop is part of the implementation of the three-year partnership agreement signed in October 2018 between the two parties (renewed in October 2021).